

Questionnaire des évêques de France : les réponses des Amis de La Vie

Une centaine de lecteurs, Amis de l'hebdomadaire La Vie, se sont réunis les 2 et 3 février dernier lors d'une université d'hiver à Chambéry sur le thème « Vivons-nous en démocratie ? ». Des groupes se sont réunis en ateliers pour répondre chacun à l'une des cinq questions posées le 11 décembre 2018 par la Conférence des Evêques, en pleine crise sociale.

Voici les réponses que nous transmettons à la CEF.

1/ Quelles sont selon vous, en essayant de les hiérarchiser, les causes principales du malaise actuel et des formes violentes qu'il a prises ?

Nous avons classé ces causes en 5 points :

- Décalage élite population :

Sentiment de supériorité des élites, d'arrogance des gouvernants, de scission entre le « haut » et le « bas » ;

On dénie à une partie de la population la capacité de penser et de s'exprimer ; on ne les écoute pas et on leur dit : « je sais ce qui est bien pour vous », « vous n'avez pas compris », « je n'ai pas su bien vous expliquer ».

- Sentiment de grande fragilisation,

Effondrement de la perception de l'Etat-providence dans un contexte de mondialisation, globalisation ; les gens modestes voient tout s'effondrer ; sentiment d'insécurité et de peur par rapport à l'avenir.

- Causes économiques :

L'impression que beaucoup de choses sont à deux vitesses, que tout le monde n'est pas traité de la même façon, qu'il y a une grande inégalité par rapport à la justice ;

Le chômage, la perte de travail, le sentiment que seul l'argent domine...

Le problème des travailleurs pauvres, des patrons de PME qui quelques fois ne peuvent pas se payer eux-mêmes.

- Décalage culturel :

Beaucoup de personnes n'ont aucune culture économique ;

On souligne aussi une forme de désinformation ou d'omission de la bonne information surtout par rapport à la protection sociale ; on semble être gouvernés par des chiffres.

- Malaise profond :

Ce malaise explose maintenant mais c'est une déprime profonde de la société avec l'oubli des avantages que l'on a et une grande montée de l'individualisme ; nous vivons un grand décalage de langage, de culture et de compréhension.

2/ Qu'est-ce qui pourrait permettre aux citoyens dans notre démocratie de se sentir davantage partie prenante des décisions politiques ?

(21 participant.e.s à cet atelier)

La discussion s'engage à partir des expériences personnelles de chacun.e concernant leur participation à la vie publique. Celles-ci s'avèrent être exclusivement des expériences de proximité liées aux espaces communaux et associatifs.

Ces premiers échanges font apparaître un constat général de déficit d'information et, à fortiori, de consultation des administrés, préjudiciable à une implication de ceux-ci dans la vie publique locale.

Cette situation n'est pas uniforme, certains élus ont une bonne pratique et d'autres aucune ! Un cas précis d'absence choquante de consultation est cité en rapport avec la disparition d'une boulangerie dans une commune rurale : cet événement impactant directement la vie quotidienne des habitants, plusieurs options pour pallier cette disparition auraient dû être proposées au choix des citoyens en les incitant à participer à un débat (au moins consultatif) sur ce sujet, ce qui n'a pas été le cas !

Mais ces témoignages provoquent également une vive réaction d'une participante qui fait part d'une fracture entre ces expériences rapportées et les préoccupations quotidiennes d'une frange importante de la population se situant dans des milieux défavorisés. En effet, ceux-ci restent complètement en dehors de ces problématiques du fait que leurs préoccupations restent très individuelles, avec des problèmes envahissant de budget (« fin de mois »), de travail et d'intendances familiales au jour le jour.

D'où l'importance d'apporter une aide à ces populations pour espérer qu'elle puisse s'extraire quelque peu de ce « mode survie », et ainsi disposer des conditions minimales pour avoir une possibilité de s'impliquer dans une certaine forme de vie publique.

Ces constats mettent en exergue l'importance primordiale du secteur associatif œuvrant sur le plan social. Ces actions essentielles à une réduction de la fracture

sociale (témoignages concrets de présences dans les quartiers destinés à créer du lien) sont souvent sous estimées, peut-être par difficulté de quantification ?

Une autre participante témoigne alors d'une autre difficulté forte rencontrée cette fois-ci par certain.e.s volontaires impliqu.e.s dans ces actions sociales : dégager du temps de bénévolat au détriment d'un temps potentiellement rémunéré. Surgit alors l'idée de la pertinence de la mise en place d'un revenu minimum qui pourrait être soit universel soit versé en contrepartie d'un engagement dans ce type d'action. Autre idée : des points de retraite acquis par ces actions bénévoles...

D'autres pistes sont ensuite évoquées plus orientées vers la contrainte des populations : obligation de vote, réglementations à portée environnementale...

En résumé 2 orientations suggérées :

- réglementation obligeant les élus à un minimum d'information et de consultation de leurs administrés (en particulier dans les petites communes)
- aide sociale renforcée, directe ou par soutien au monde associatif actif dans ce domaine, en faveur des populations défavorisés, avec l'objectif de leur donner la possibilité matérielle de s'impliquer dans la vie publique.

3/ Quels sont les lieux ou les corps intermédiaires qui favoriseraient cette participation ?»

Des éléments de réponse et d'interpellation :

L'atelier distingue deux domaines, l'Eglise d'une part, la société civile d'autre part :

1 – L'Eglise d'abord. Trois interpellations et propositions :

= **L'Eglise catholique, comme institution globale**, peut et doit parfois se faire entendre, par ses représentants locaux ou non, dans le concert des problématiques du monde ou de tel Etat et elle le fait parfois très à propos :

« Laudato si » pour la question climatique mais aussi défense des droits de l'homme, débats de bioéthique, conflits dit des « gilets jaunes », entre autres.

Parfois elle s'est tue trop longtemps, pédophilie dans les Eglises ici ou là.

= les **institutions d'église ou affiliées**, Secours catholique, ACAT, CCFD Terre solidaire, pour ne citer que ceux là, jouent leur rôle de vigilance et mobilisation, tant vers les chrétiens que vers les citoyens en général. C'est bien ! Et là, les « Amis de La Vie », en tant que association ne pourraient-ils pas à

l'occasion tenir une parole publique dans les débats d'Eglise ou de la société. A réfléchir.

= **enfin l'Eglise comme institution, employeur, quasi entreprise, se comporte t-elle toujours en organisation respectueuse des personnes, clercs ou laïcs, hommes et surtout femmes, qui travaillent en et avec elle ?** Là il reste beaucoup à faire, vis-à-vis des fidèles femmes par exemple, traitées comme des laïcs de seconde zone, servantes mais pas reconnues dans la totalité de leur personne et de leur qualité et compétences ecclésiales possibles

2 – pour la société civile :

2/1 : il y a les corps intermédiaires, outils et lieux, à investir en tant que citoyen :

- **Les syndicats**, un peu oubliés/méprisés aujourd'hui par le gouvernement du pays et pourtant acteurs indispensables du fonctionnement de la démocratie.
- Toutes **les associations** de citoyens, également acteurs essentiels de la Démocratie.
- Un vrai **SERVICE CIVIQUE obligatoire**, qui serait lieu d'apprentissage, de formation et de rencontre, de brassage, etc.
- Les **Conseils municipaux et assemblées intercommunales**, outils et lieux où se décident, se pratique la démocratie locale. Mais qui s'y intéresse ? participation essentielle pourtant !
- Même les **lobbies** tant décriés dont il faut exiger la transparence (les lobbies de notre église aussi, les divers « opus Dei par exemple !)
- Utiliser aussi, sans peur de se compromettre, **l'outil pétition**, efficace, même en Eglise, quand elle est sourde !

2/2 Et puis il y a des suggestions que nous avons classées sous la rubrique annexes :

= annexe 1 : pas d'action ou d'acteurs **sans FORMATION**. Sans formation, on dit ou on fait n'importe quoi ou bien rien du tout. Et cela vaut partout, en Eglise (les leçons de nos catés du CM2 ne peuvent plus suffire !) et en citoyenneté civile politique.

= annexe 2 : pas **de chèque en blanc** à nos élus ! vigilance, contrôle et demande de rendre des comptes, toujours et partout encore.

= annexe 3 : ne jamais oublier que toute femme tout homme toute personne dispose de ses **propres compétences** et qualités et éventuellement aider chacune, chacun à découvrir et exprimer ces compétences. Il y a là un devoir de reconnaissance !

= annexe 4 : nécessité de mener sans cesse une réflexion sur la nature **du (des) pouvoir(s)**, complexe, multiforme, déguisé, illégitime, corrupteur, y compris en Eglise et y compris sur soi même...

Et en conclusion, ne jamais oublier que les droits qui ne se pratiquent pas et ne se défendent pas se perdent ! Idem pour notre citoyenneté ! Et que la démocratie

n'est jamais acquise définitivement. Réinvention incessante du vivre ensemble citoyen. Comme d'ailleurs du vivre en Eglise !

4/ Quel « bien commun » recherché ensemble pourrait fédérer nos concitoyens et les tourner vers l'avenir ?

1/ La formule employée demande un petit changement : au lieu de dire fédérer nos concitoyens, il semble intéressant de dire « de **nous fédérer en tant que citoyens** »

Nous sommes tous inclus dans cette « fédération »

2/Il nous semble intéressant de différencier le « bien commun » et l'intérêt général , qui n'est que la somme des intérêts des egos, fortement encouragés par une société qui satisfait en premier le client et qui en aucun cas ne favorise un « **nous** »

3/Ce qui semble le premier des biens communs qui nous concerne , nous fédère , nous oriente vers l'avenir , c'est tout ce qui touche l'équilibre , le respect, l'entretien, la vigilance et l'admiration de **notre univers** .

Il nous est difficile d' « embrasser » la planète entière mais comme des colibris, nous avons à faire notre part, et c'est dans cette communication de toutes les initiatives que nous pouvons à la fois nous sentir ensembl, dans une aventure commune, dans le respect de tout vivant.

4/ Ce qui peut être aussi considéré comme un bien commun à sauvegarder , entretenir , faire fructifier , c'est ce qui concerne **la parole**, sous toutes ses formes : apprendre à parler en public; apprendre à écouter, à se parler, inventer des ateliers d'expression pluridisciplinaire qui vont permettre que « le courant passe »,et enrichir ce bien commun qui est notre langue, la langue des autres, les multiples langages , qu'ils soient artistiques ou plus fonctionnels et favoriser ainsi les rencontres avec tant de gens « différents ».

5/Autre bien commun à entretenir, développer, **l'éducation**, c'est à dire en mettant l'accent sur le partage, la démocratie, le respect de la personne de l'enfant, l'égalité femmes /hommes. Education : lieu où l'on accueille, réunit et respecte les différences.

6/Veiller, surveiller, entretenir la **justice sociale** en faisant connaître, étudier, appliquer la **DUDH** *(Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) qui appartient à tous et à chacun, en proposant un **Revenu de base**, identique pour tous , en mutualisant les retraites (que les retraités puissent vivre correctement semble être le minimum pour une société

démocratique) dont certains disaient qu'elle venait, pour partie, de l'Évangile.

7/Il semble évident que le dernier chapitre de Laudato Si sur « **l'écologie intégrale** » fait partie intégrante des biens communs à développer ensemble et à respecter , en reconstruisant un système qui intègre la dimension du partage.

Et c'est à l'échelle d'une communauté, qu'elle soit de quartier, urbaine, nationale, européenne, d'église, que les citoyens ont à redéfinir le Bien vivre ensemble. Sans transmission verticale d'un ordre qui viendrait d'une élite éclairée.

8/ Comment gère t on financièrement le bien commun ? En repérant tout ce qui peut freiner une gestion communautaire proposée pour que cela profite vraiment à tout le monde. (contre exemple : le lobby pronucléaire qui bloque les tentatives d'énergie alternative)

La tâche est immense, la bataille motivante, car il s'agit de remettre l'argent à sa place, moyen et non fin, la fiscalité au service des plus pauvres en Europe.

Mais si l'on veut que la fraternité (et la sororité) soit vivantes, et non concepts abstraits, si l'on veut que la solidarité soit composée d'actes, si l'on veut que chacun ait sur le bateau une place égale en dignité, il faudra bien être prêt à renoncer, sans crainte, à satisfaire des manières d'agir qui nous semblaient le progrès , au bénéfice d'un **bien vivre ensemble !**

Des « Gilets Jaunes » disent avoir redécouvert la fraternité sur les ronds-points et voudraient pouvoir écrire leurs souffrances et leurs espoirs pour « pouvoir leur dire tout ça » aux édiles.

Peut être pouvons-nous aussi continuer à écrire et à dire, notre immense désir commun de vivre ensemble, dans la dignité !

5/ Quelles raisons d'espérer souhaitez-vous transmettre à vos enfants et petits-enfants ?

22 personnes autour de la table qui, chacune à son tour, a dit ses raisons d'espérer.

- **Grande confiance** en nos enfants et petits-enfants que nous trouvons plus ouverts sur le monde que nous ne l'étions à leur âge.

Ils nous voient vivre ; ils voient les valeurs qui nous habitent et se construisent de leur côté. Accompagner et faire confiance.

- Je n'aime pas trop cette expression « raisons d'espérer ». Quand on est avec nos enfants ou nos petits-enfants, ce qui est important, c'est **l'écoute et le partage** de tout ce qui nous fait vivre.
- Nous sommes admiratifs de tous ces jeunes qui s'engagent dans de multiples associations. A nous de reconnaître tout le temps qu'ils donnent et les encourager.
- Mettre l'accent sur toutes **les initiatives** sur l'écologie, la nature, dans lesquelles les jeunes sont partie prenante. Ce sont eux qui nous reprennent si nous ne faisons pas assez attention à l'écologie.
- D'autres se réjouissent de voir leurs trois enfants très **engagés dans la vie de l'Eglise** ou auprès des personnes sans domicile fixe. Certains ont la foi, d'autres pas, mais ils n'ont pas de préjugés. Je constate, dit un monsieur, que ceux qui ont la foi rayonnent. La foi donne la joie, dit-il. Il y a de beaux jeunes !
- Personnellement (c'est une ancienne infirmière qui parle), je trouve que **le monde s'humanise**. Exemple : humanité grandissante à l'hôpital avec le développement des soins palliatifs. Il n'y a pas si longtemps on laissait les personnes mourir seuls dans leur coin dans leur chambre d'hôpital. Je suis pleine d'espérance aussi quand je vois la qualité de transmission des enseignants par rapport à l'écologie par exemple. Je mesure également ma **chance d'être femme en Europe !**
- Plusieurs parlent de petits-enfants porteurs de handicap. Ils soulignent la qualité du personnel qui les accompagne dans les moments difficiles. Une vraie raison d'espérer !
- Ma raison d'espérer : le changement de mentalité chez les jeunes qui sont plus ouverts sur le partage des tâches entre papa et maman. Pour moi, cette **ouverture d'esprit** dès le plus jeune âge est une vraie raison d'espérer. Facilité d'entrer en relation avec les parents.
- Quelques inquiétudes par rapport au monde trop connecté de nos enfants et petits-enfants. Certains regrettant des relations plutôt style sms avec leurs petits-enfants ; d'autres pensant au contraire que les réseaux sociaux permettent de communiquer plus souvent et en temps réel...
- Plusieurs notent **l'importance de la transmission intergénérationnelle** : témoignages écrits ou oraux. Un monsieur vient d'écrire ses mémoires à la demande de ses petits-enfants. Notre pays en a connu bien d'autres ! dit-il. « Là où croît le péril, croît aussi l'espérance ! » Intervention de Dieu ?
- **Quelques raisons de ne pas trop espérer :**
 - La transmission de la dette de plusieurs milliards à nos descendants...
 - Le peu de transmission de la foi à nos enfants... mais la foi se transmet-elle ?

- Nous constatons que c'est plus difficile pour certains jeunes dans les banlieues, cela nous préoccupe.
- Pas mal de nuages par rapport à ceux qui entrent dans la vie active. Jean Vanier dit : « Quand quelque chose te préoccupe, Dieu s'en occupe ! »...